

**L'UNION EUROPÉENNE
NE PEUT PLUS GRAND-CHOSE
POUR LE MAROC SUR LE
SAHARA OCCIDENTAL**

Arrêt

Assez rare pour être souligné, les participants au colloque sur le Sahara occidental, tenu les 13 et 14 mars à La Haye (Pays-Bas), appellent, dans l'une des résolutions, les pays européens à reconnaître la République sahraouie (RASD).

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Se basant sur l'arrêt de justice européen invalidant l'Accord agricole avec le Maroc parce qu'englobant le Sahara occidental et la ferme position du secrétaire général de l'ONU identifiant comme «occupés» les territoires de l'ex-Saguia El-Hamra et Rio de Oro, les participants au prestigieux rassemblement du Crowne Plaza, dans la capitale néerlandaise, se basent sur trois éléments qui blindent leur exigence. Les magistrats de Luxembourg (Cour européenne de justice) dans leur décision ont, non seulement considéré les arrangements Bruxelles-Rabat comme illégaux, parce qu'il s'agit de territoires non-autonomes relevant de la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation, mais aussi ils (les juges) ont considéré que le Front Polisario a qualité pour ester en justice.

Du fait même que l'ONU, à travers l'Assemblée générale, la quatrième Commission et le Conseil de sécurité ont clairement précisé les parties au conflit dans l'ex-colonie espagnole. Le Maroc et le Polisario. Concernant le royaume de Mohammed VI, les juges européens, mettant leur exégèse dans le sillage de celle de l'ONU, ne reconnaissent pas au Maroc le statut de puissance administrante, lequel est dévolu à l'Espagne.

Le deuxième élément — majeur — justifiant, selon les experts réunis à La Haye, la reconnaissance par les 28 membres de l'UE la République sahraouie, découle des principes doctrinaux du droit international qui n'empêche nullement d'accorder un statut d'Etat à un mouvement de libération. Le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), l'ANC (Afrique du Sud), la Swapo (Namibie), Frélimo (Mozambique), MPLA (Angola) et tant d'autres organisations de résistance en Amérique latine prouvent, largement, que dans le cas d'espèce Polisario-RASD s'entremêlent largement et cela ne pose aucun problème juridique insurmontable. Ajoutons à cela, évidemment, que, déjà, plus de 80 pays reconnaissent l'Etat RASD.

Les juristes et professeurs en droit en concluent à La Haye, compétences avérées et validées au plan universel, se basent sur, en plus de la reconnaissance de jure, celle de facto pour justifier leur appel. «Même le Maroc» précisent-ils, a en définitive négocié avec la RASD via le Polisario. Le plan James Baker II que Rabat n'a pas voulu valider donne à l'Etat sahraoui les principales prérogatives de gestion avant l'organisation du processus référendaire sous la responsabilité de l'ONU. James Baker II prévoyait une période de 5 ans administrée par la RASD avant la tenue du référendum.

Rabat se débène, alors, et engage une improductive et dangereuse fuite en avant. Le dernier argument, enfin, mis en avant par les experts de La Haye met en exergue la responsabilité politique de l'Europe. «Pourquoi, relève ce professeur de droit, compère norvégien, les institutions européennes n'engagent-elles pas des discussions avec le Polisario et la RASD concernant les richesses agricoles, halieutiques et autres du Sahara occidental ?» «En droit, rien ne l'interdit, ajoute-t-il, au contraire, que du contraire», conclut-il.

C'est l'esprit même, relèvera Ana Gomes, eurodéputée et membre active du groupe européen «Paix pour le peuple sahraoui».

Le Maroc le sait et l'Union européenne le sait aussi, les assises de La Haye avec le faste et le prestige qui les ont entourées ne resteront pas lettre morte.

Après la Cour de justice européenne qui a donné la réponse juridique adéquate — et cinglante —, Bruxelles dans tous ses démembrements ne peut pas faire semblant, ne peut plus.

Le gouvernement de l'Europe dit Commission, le Parlement et le Conseil doivent se positionner, dorénavant, clairement. Ils le feront. Il n'y a plus guère d'autre alternative. Hier, dans les débats au sein de la Commission Maghreb du Parlement européen (PE), les lobbies pro-marocains n'ont pas réussi à faire taire les eurodéputés qui poussent vers l'entame de rencontres officielles entre l'Union européenne et la République sahraouie. Rabat continue de préférer les insultes les plus abjectes contre Ban Ki-moon. Tournant.

A. M.

POUTINE ET LA SYRIE

L'énigmatique retrait partiel

Vladimir Poutine a annoncé, lundi, le retrait, en partie, de ses troupes en Syrie, engagées depuis six mois dans ce pays. L'annonce est intervenue alors que débute un nouveau round des négociations à Genève qui regroupent les représentants de Bachar Al-Assad, et ceux de la myriade de groupes d'opposition et ce, sous l'égide de l'ONU. Le moins que l'on puisse dire est qu'encore une fois, le Président de la Fédération de Russie a pris de court tout le monde et notamment l'opposition et les pays occidentaux sous l'égide desquels ces négociations se déroulent. Celles-ci prendront, sans aucun doute, une tournure nouvelle. Les premières réactions à cette décision sont dubitatives, chaque partie s'interrogeant sur ce que cache Poutine avec ce soudain retrait partiel.

«La tâche qui avait été demandée à notre ministre de la Défense et aux forces armées a été globalement accomplie et j'ordonne donc au ministre de la Défense d'entamer à partir de demain (mardi, ndlr) le retrait de la majeure partie de nos contingents militaires de la République arabe syrienne». Ce sont les termes de Poutine qui précise d'abord que ce retrait se fait avec l'accord du Président syrien et que, toutefois, une présence aérienne serait maintenue sur la base navale d'Ehmeimim, dans la province de Lattaquié, et une autre dans le port de Tartous, pour contrôler le cessez-le feu.

Depuis son engagement en septembre 2015 en Syrie, les avions d'attaques au sol, les bombardiers et autres hélicoptères ont effectué de très nombreux raids aériens contre les positions terroristes. L'armée russe a même eu à tirer depuis des navires de guerre déployés dans la mer Caspienne ou de sous-marins en mer Méditerranée.

Cet apport russe a permis à l'armée Syrienne, en très mauvaise posture alors, d'enregistrer des victoires sur les positions des terroristes, alors que les Etats-Unis comme la France avaient, notamment au

début de l'implication de l'armée russe, reproché à l'armée de Poutine de viser davantage l'opposition à Bachar Al-Assad pour maintenir ce dernier au pouvoir, plutôt que l'organisation Etat islamique.

En février dernier, Russes et Américains se sont entendus sur un cessez-le feu entre Al-Assad et son opposition, excepté l'Etat islamique et Al-Qaïda. Le cessez-le feu est toujours en vigueur et depuis quelques heures, le nouveau cycle de négociations est repris à Genève et la Russie a commencé hier le retrait partiel de ses troupes. Pourquoi cette décision de retrait et pourquoi maintenant ? s'interrogent les observateurs. Trois hypothèses sont émises. Poutine veut peser sur les négociations du Lac Léman et prendre toute sa part dans l'aboutissement recherché, à savoir mettre un terme au conflit et trouver un accord sur une transition politique par la mise en place, dans les six mois, d'un organe de transition doté de tous les pouvoirs. Tout le problème réside toutefois dans le fait que l'opposition syrienne, représentée par le Haut-Comité des négociations, tient toujours à exclure Al-Assad dans cette transition alors que pour Damas, il est hors de question d'envisager

cette transition sans Al-Assad. Cette première hypothèse consisterait, pour Poutine, à peser de tout son poids pour faire reculer cette exigence de départ du Président syrien que ni l'opposition ni les Etats-Unis et la France ne veulent, y compris dans une étape transitoire.

La deuxième hypothèse est celle qui consiste pour Poutine à passer d'un rôle militaire de soutien à Al-Assad à un rôle politique, diplomatique intense et fort, faisant de ce retrait annoncé un gage pour le futur en cas de succès des négociations permettant au premier responsable russe de faire noter que son retrait demandé par les pays occidentaux a permis de contribuer grandement à la solution du conflit.

La troisième hypothèse, celle la moins partagée, est que Poutine n'a pas l'intention de s'éterniser en Syrie ni de voir ses troupes s'y enliser — n'avait-il pas d'ailleurs annoncé dès son engagement qu'il n'y resterait pas éternellement ? — et que ce retrait soudain serait un avertissement à son protégé Al-Assad, pour qu'il cède et qu'il laisse sa place à un gouvernement de transition qui agréerait partis de l'opposition et pays occidentaux. En tout cas, au-delà de la surprise créée par la décision de retrait des troupes de Poutine, ce dernier revient en force non seulement dans les négociations de Genève, mais préserve, par le reste de ses troupes annoncées restantes en Syrie, l'idée qu'il reste maître dans la région et qu'aucune solution ne peut être décidée sans lui.

Ceux qui émettent cette hypothèse ne prennent cependant pas en compte le fait que Poutine n'a pas retiré toutes ses troupes, mais une partie, celle restante étant l'épée de Damoclès à la tête de tous ceux qui comptent obtenir des résultats en éliminant Al-Assad.

Khedidja Baba Ahmed

IL RÉAGIT AUX ATTAQUES DU MAROC

Ban Ki-moon déçu par Mohammed VI

Rien ne va plus pour Mohammed VI. Décidé à démonter de toutes pièces les entraves au processus de décolonisation du Sahara occidental, le Secrétaire général des Nations-Unies a décidé de réagir très fermement aux manœuvres marocaines en exigeant des autorités de ce pays de s'assurer du respect de l'ONU dans ce pays.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Le communiqué publié hier par les Nations-Unies fait même état d'une grande colère de Ban Ki-moon au lendemain de l'organisation d'une marche à Rabat en réaction aux propos qu'il a tenus lors de sa dernière visite à Alger et dans les camps de réfugiés sahraouis.

A l'issue de sa tournée il avait, on s'en souvient, exprimé sa volonté d'œuvrer pour relancer les négociations entre le Front Polisario et les autorités marocaines en vue de parvenir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination jusque-là impossible à tenir en raison des blocages de la partie marocaine.

M. Ban Ki-moon avait également affirmé avoir été «sensible à la situation des réfugiés» et des conditions humanitaires dans lesquelles ils se trouvent, appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour offrir aux Sahraouis une vie plus décente.

L'attitude du premier responsable de l'ONU a très fortement déplu au royaume. Mohammed VI, qui avait refusé de recevoir Ban Ki-moon sous prétexte d'un déplacement et qui avait surtout refusé de délivrer une autorisation d'atterrissage à l'avion devant également le transporter

à El-Ayoun, a violemment réagi, accusant le Secrétaire général des Nations-Unies d'avoir fait preuve de partialité.

Plus grave, il a officiellement fermé la porte à la tentative de relance des pourparlers entre les deux parties, imputant cet échec à l'attitude de l'ONU. Pour enfoncer davantage le clou, Mohammed VI a donc organisé cette fameuse marche, dimanche à Rabat, pour dénoncer le «manque de neutralité» de Ban Ki-moon.

Le roi a en outre dépêché son ministre des Affaires étrangères à New-York pour lui remettre une lettre de protestation. Et c'est justement à l'issue de cette rencontre qu'un communiqué a été publié pour faire état de la «colère» du Secrétaire général de l'ONU après les attaques verbales contre sa personne. Les propos des autorités marocaines ont été qualifiés «d'irrespectueux» envers l'ONU.

Ban Ki-moon a, d'autre part, exprimé sa «profonde déception» et son «étonnement» suite à la marche de Rabat dirigée contre sa personne. «De telles attaques sont irrespectueuses envers les Nations-Unies et son Secrétaire général», ajoute le communiqué qui s'étonne, enfin, de la présence de



Ban Ki-moon, SG de l'ONU.

membres du gouvernement marocain au sein de cette manifestation. Selon la même source, des propos très réprobateurs ont été tenus à l'encontre de l'envoyé spécial de Mohammed VI, sommé de maintenir le respect des Nations-Unies au Maroc. Rabat a été, par ailleurs, accusé d'avoir présenté de manière «délibérément erronée» les objectifs de son déplacement dans la région. Enfin, un nouvel appel à la reprise des négociations «sans conditions préalables» avec le Front Polisario a été lancé dans l'objectif de parvenir à des «progrès aussi vite que possible».

Cette nouvelle évolution dans le dossier du Sahara occidental marque un tournant inédit dans l'histoire d'un Maroc dénué et acculé comme il ne l'a encore jamais été. Mis au pied du mur par la communauté internationale qui a réagi y compris en annulant des contrats économiques qui pesaient

lourds dans les caisses marocaines, Mohammed VI semble aujourd'hui faire le prix de sa politique un peu partout à travers le monde.

En récent déplacement à Moscou, connu pour sa position en faveur de l'indépendance du Sahara Occidental, le roi a reçu un accueil glacial des autorités russes lesquelles ont dépêché uniquement un adjoint de Lavrov, leur ministre des Affaires étrangères, pour le recevoir. Habituellement, l'accueil des chefs d'Etat est assuré par un adjoint de Vladimir Poutine. Mohammed VI n'a pas eu droit non plus au traditionnel bouquet de fleurs et encore moins à la présence d'ambassadeurs arabes. Seuls quelques membres de la diplomatie de pays africains ont été invités par le protocole russe à assister à l'arrivée du roi, qui doit à présent déployer des sommes d'imagination pour redorer son blason.

A. C.